

Dégradations : la France rase les murs

Article rédigé par *François de Lens*, le 02 avril 2015

Le Figaro met les pieds dans le plat du vandalisme en France. En 2014, selon l'économiste Jacques Bichot, les dégradations sur des biens publics ont coûté près de 5,2 milliards d'euros. Soit presque l'équivalent [du budget annuel du ministère de l'Outre-mer](#).

Le quotidien fait état de près de 300 000 faits signalés chaque année, qui ne représenteraient que 13% des faits réellement commis, si l'on en croit les enquêtes de victimation. Le chiffre réel d'actes de vandalisme s'élèverait donc à 2,3 millions par an !

Sans surprise, ce sont les zones urbaines qui sont les plus touchées. L'Île-de-France, l'agglomération lyonnaise ainsi que le Nord sont en tête des territoires où le nombre d'actes de destruction et de dégradation est le plus élevé par habitant. Mieux vaut habiter la campagne profonde pour être épargné par les tags et les abribus cassés. La Seine-Saint-Denis est le département le plus touché, avec 9,3 faits de vandalisme par an pour mille habitants.

À Paris particulièrement, les tags sont un fléau permanent. Selon [le Figaro](#), c'est la surface équivalente à 45 terrains de football qui a été nettoyée à Paris en 2014. Soit 339.113 m². Chaque tag effacé est aussitôt remplacé. Il arrive parfois que les équipes de nettoyage se fassent agresser par les graffeurs furieux que l'on efface leurs « œuvres ».

Déjà, à Pompéi, un habitant se plaignait : « Mur, je suis surpris que tu ne te sois pas effondré sous le poids des bêtises de tous ceux qui ont écrit sur toi ».

Fr. de L.
